



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Haute-Normandie

LE HAVRE, le 20 septembre 2012

Unité Territoriale de du HAVRE
Equipe STB

DÉPARTEMENT DE SEINE-MARITIME

Rapport au Préfet de Seine-Maritime

SNC RENAULT
à Sandouville

SIRET : 410 206 27000028

Demande d'autorisation d'exploiter
Modification de la chaîne de traitement de surface

Référence : Arrêté préfectoral d'exploitation du 23 novembre 2005 et arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2008



Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-17h00 les jours ouvrés
Tél. : 33 (0) 2 35 19 32 64 – Fax. : 33 (0) 2 35 19 32 99
BP 59 – 48, rue Denfert Rochereau
76084 Le Havre cedex

La Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT Sandouville dont le siège social se trouve 13-15 quai Le Gallo - 92100 Boulogne Billancourt, a transmis à monsieur le Préfet de Seine-Maritime, le 18 janvier 2012, un dossier modificatif de demande d'autorisation d'exploiter (DAE) au titre de son activité de traitement de surface pour son usine de Sandouville.

1. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

1.1. Contexte de la demande

L'usine RENAULT a été construite en 1964. Sa vocation actuelle est la production de véhicules haut de gamme : LAGUNA III et ESPACE IV. Cette production sera remplacée progressivement par la construction de Véhicules Utilitaires (VU).

A cet effet, ce changement de production va s'effectuer en 2 phases :

- une première phase, d'une période s'étalant de 2012-2015, au cours de laquelle seront produits à la fois des Voitures Particulières (VP) et des Véhicules Utilitaires (VU) ;
- une deuxième phase à partir de 2015 où seront produits les VU uniquement.

1.2. Nature et volume

Les installations, objet de la demande, relèvent du régime de l'autorisation prévue par l'article L 512-1 du Code de l'Environnement.

L'activité dont les caractéristiques sont modifiées relève de la nomenclature des installations classées sous la rubrique suivante :

N° de la rubrique	Régime	Désignation de la rubrique	Description des installations totales futures
2565.2.a	A*	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564.</p> <p>2. procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant</p> <p>a) supérieur à 1.500 l</p>	Capacité totale des bains de traitement = 1050 m³

*A= autorisation

En conséquence, ce changement de production nécessite une augmentation dépassant 30 m³ du volume des bains de bains de dégraissage et de phosphatation, soit 67 m³. Le caractère de cette modification est substantiel au sens de l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés à l'article R 512-33 du code de l'environnement.

2. IMPACT DES INSTALLATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

2.1 Implantation et état initial

L'usine Renault est implantée sur le territoire de la commune de Sandouville en zone industrialo-portuaire du Havre. Elle occupe une superficie de 152 ha dont 62 ha sont occupés par des bâtiments.

Il est important de rappeler que ce projet de fabrication des VU ne modifie pas les implantations des bâtiments. Ce dernier rentre dans le champ de l'actuel arrêté préfectoral. En effet seul le volume des bains de surface a été augmenté de 67.000 litres dû à la hauteur plus importante des VU.

2.2 Impact sur le paysage, le patrimoine, la faune et la flore

Les modifications de la chaîne de traitement de surface s'effectuent à l'intérieur du bâtiment existant. En conséquence les effets de cette activité n'ont pas d'impacts supplémentaires sur le paysage, le patrimoine, la faune et la flore. Ces impacts ont cependant été pris en compte dans le dossier modificatif. Il n'y a donc pas de demande de permis de construire.

2.3 Impact sur l'eau

L'usine Renault est alimentée par un réseau d'eau potable et un réseau d'eau industrielle. Cette eau est utilisée sous trois formes : industrielle servant entre autre à l'alimentation de la chaîne de traitement de surface, déminéralisée utilisée en particulier dans les tuyauteries d'usine évitant ainsi la propagation des algues et à la l'utilisation d'eau potable à des fins de consommation humaine.

La consommation d'eau est, globalement, en diminution par rapport aux années antérieures du fait de la baisse des activités. L'exploitant prévoit par ailleurs de mettre en place un système de recyclage partiel des eaux utilisées dans le cadre d'autres projets. Il est à noter que dans le cas de Renault, l'activité de traitement de surface ne génère pas de rejet d'eau.

2.4 Impact sur l'air

Les principaux rejets issus des émissaires de l'unité de traitement de surface sont repérés de la façon suivante :

- EXAI 2001 : Dégraissage A ;
- EXAI 2004 : Dégraissage B ;
- EXAI 2003 : Rinçage ;
- EXAI 2002 : Phosphatation A ;
- EXAI 2005 : Phosphatation B.

Des mesures sur les paramètres acidité totale, HF, alcalins, NOX, cyanure et chrome dont le chrome VI) sont réalisées annuellement sur les émissaires indiqués ci-dessus. Les dernières analyses ne montrent aucun dépassement des valeurs limites. Ces valeurs sont conformes aux prescriptions des arrêtés préfectoraux précédents en date du 23 novembre 2005 et du 27 novembre 2008 et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

Le chauffage des bains de traitement supplémentaires n'est pas de nature à modifier significativement les quantités rejetées. Ainsi, aucune modification des valeurs limites d'émission n'est proposée.

2.5 Nuisances sonores

Des mesures de niveaux sonores ont été réalisées en fin d'année 2010 au niveau des limites de propriété (8 points de mesure). Il n'existe pas de Zone à Émergence Réglementée (ZER) aux abords du site ; les plus proches maisons d'habitation se trouvent de l'autre côté du canal de Tancarville à plus de 200 mètres du site. Ces mesures ont été réalisées en période diurne et nocturne, usine en fonctionnement et à l'arrêt.

Ces mesures concluent au respect de la valeur limite admissible en limite de propriété, sauf au point n° 7 situé dans la partie Nord du site, à proximité de la piste d'essai près du canal de Tancarville, de nuit entre 5h40 et 7h00. L'exploitant a réalisé courant 2011 une campagne curative afin de réduire cette anomalie. Il convient de noter que ce dépassement n'est en tout état de cause lié à l'activité de traitement de surface de la présente demande.

Une nouvelle campagne de mesures des niveaux sonores sera réalisée pour décembre 2013.

2.6 Déchets

Les principaux déchets générés sont des Déchets Industriels Banals (DIB) et des Déchets Dangereux tels que les boues provenant des curages des bains de traitement.

Les déchets sont stockés à l'intérieur dans un bâtiment réservé à cet effet, à l'abri de la pluie et du vent. La gestion de ces déchets est sous-traitée à une société spécialisée par le biais d'une convention de droit privé. L'exploitant reste cependant responsable de l'élimination ou du traitement de ses déchets.

L'exploitant tient à jour des registres de déchets dangereux et des DIB.

À noter que l'exploitant a fait éliminer l'ensemble des transformateurs contenant des PCB depuis fin de l'année 2010.

2.7 Impact sur le trafic

À ce jour, le trafic routier lié aux activités de l'usine est de 100 camions de livraison de pièces et 30 camions de véhicules neufs par jour. En raison de pièces de plus grandes tailles et la fabrication de 100.000 VU, le trafic routier devrait augmenter de 80 camions par jour, soit un total de 180 camions de livraison.

En conséquence, l'exploitant devra étudier une solution alternative afin de réduire le transport par voie routière. À cet effet l'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées une étude technico-économique.

2.8 Impact sur la santé

Les arrêtés préfectoraux en vigueur actuellement autorisent la fabrication de 450.000 véhicules/an, ce qui induit une quantité de COV produit de **2.700 t/an**. Dans l'avenir, la production maximale de VU sera de 150.000 véhicules/ an, soit une quantité de COV rejetée de **950 t/an**.

D'autre part, le risque toxique non cancérigène associé à une inhalation des émissions atmosphériques du site est d'après l'exploitant non significatif. En effet, le quotient de danger sommé par voie inhalation est au maximum de 0,003 alors que la valeur de référence est de 1. Concernant le risque cancérigène par inhalation, le calcul de l'excès maximal de risque sur l'homme est de l'ordre de 4.10^{-8} pour les plus exposés ; cette valeur est, d'après l'exploitant, non significative en comparaison à la valeur de repère 10^{-5} .

De ce fait, il n'y a pas de risques significatifs liés aux rejets atmosphériques sur la santé humaine.

2.10. Utilisation rationnelle de l'énergie

Afin de diminuer les consommations énergétiques, l'exploitant va :

- isoler les parois des bains de surface afin de limiter les pertes de chaleur ;
- contrôler la température et la conductivité des bains de surfaces en mettant en place des détecteurs et des systèmes d'alarme réglés à 52° C asservis à l'arrêt automatique du chauffage des bains en cas de dépassement de la température (60°C) ;
- baisser la température des cabines d'application d'apprêt ;
- automatiser les démarrages et arrêts des chaînes ;
- utiliser des incinérateurs récupératifs.

Un bilan carbone est prévu en 2013.

2.11 Surveillance de la qualité des eaux

Les eaux industrielles et domestiques sont traitées par une station d'épuration avant rejet dans le canal de Tancarville tandis que les eaux pluviales transitent par des séparateurs à hydrocarbures avant leur rejet dans le canal de Tancarville.

L'exploitant a mis en place un dispositif d'auto-surveillance de son rejet. L'exploitation de ses données met en évidence un faible nombre de dépassement des valeurs limites de rejet bien en deçà de la tolérance de 10 % attribuée dans l'arrêté préfectoral d'exploitation du 23 novembre 2005.

3. EXAMEN DES DANGERS

3.1 Identification et analyse des risques

L'exploitant a procédé à une analyse de l'accidentologie des installations exerçant des activités de traitement de surfaces, ainsi qu'une analyse de l'accidentologie du site. En conclusion, les accidents recensés sont principalement des incendies, des explosions ou des pollutions liés aux déversements de produits dangereux.

Evaluation des potentiels de danger :

L'incendie :

Les potentiels de danger identifiés sont des feux de nappe résultant de fuite de cuve d'hydrocarbure ou de cuve de solvants.

L'explosion :

- les chaudières fonctionnant au gaz naturel ;
- les stockages de fioul des groupes électrogènes et de carburants ;
- les cabines de peinture et le local de préparation situé dans le bâtiment C pouvant être provoquée par l'utilisation de solvants et de peintures.

La pollution :

Les hydrocarbures et les solvants utilisés peuvent, en cas de déversement, être dangereux pour l'environnement et par conséquent polluer le milieu naturel environnant.

L'exploitant précise dans son étude de danger que *« le projet VU n'apporte pas de modification sur les potentiels de danger, car la nature, le volume et le type de stockage des produits restent similaires »*.

Analyse des risques liés aux produits utilisés :

Les principaux produits utilisés sont :

- acides phosphatiques phosphonitrique utilisés pour le nettoyage des installations ;
- bondérite utilisée pour la phosphatation des métaux ;
- accélérateur utilisé pour la phosphatation ;
- additifs ;
- tensio actif alcalins utilisé pour la passivation ;
- soude.

Il est à noter qu'aucun de ces produits n'est inflammable. Les produits sont stockés sur rétention dans un local adapté et en respectant les mesures de compatibilité entre produits.

3.2 Mesures de prévention et de protection

L'exploitant par le biais d'une Analyse Préliminaire des Risques (APR) a identifié, à partir de l'examen des événements redoutés définis ci-dessus, les conséquences sur l'environnement ainsi que les mesures de préventions et de protection et a mis en place des mesures pour éviter ou limiter ces événements.

Il en ressort qu'aucun potentiel de dangers n'est présent au niveau du bâtiment de traitement de surface ainsi et de ce fait, l'exploitant maîtrise les risques inhérents au traitement de surface avec un risque résiduel aussi bas que possible.

L'exploitant cite pour exemple dans son étude : la conception des installations, les chaînes de détection, les rétentions.

Moyens de prévention du site

Des mesures de prévention du risque d'incendie sont prévues, notamment l'interdiction de fumer sur l'ensemble du site, la mise en place de permis de feu pour les travaux par points chauds, la vérification des installations électriques et des appareils de manutention. Le site dispose d'extincteurs répartis sur le site

L'usine Renault s'est engagée dans un programme de gestion des risques (incendie, explosion,...)« Risque Hautement Protégé », label international, accompagné par les compagnies d'assurances, obligeant les industriels à mettre en place les moyens nécessaires pour maîtriser les risques liés à leur activité.

Cet engagement est assujéti à la formation et à la qualification du personnel.

Moyens de protection du site

- moyens d'alerte et de communication

Afin de maîtriser les risques liés à l'activité de traitement de surface l'exploitant a mis en place des moyens de communication et d'alerte (réseau informatique interne, radio, téléphone).

- moyens de détection d'incendie :

L'exploitant a mis en place un report d'alarme au poste de commandement, un téléphone afin d'appeler les pompiers, d'explosimètres, de détecteurs incendie et de fuite (carburant).

- moyens de lutte contre l'incendie :

Le site dispose de moyens d'extinction en eau composés de robinets d'incendie armée, de poteaux d'incendie, d'un réseau de sprinkleurs et d'extincteurs, de moyens d'extinction par mousse composés d'émulseur pour le sprinklage et de 2 véhicules de première urgence et d'un véhicule de seconde urgence.

- moyens de secours aux victimes :

Le site dispose de 3 véhicules ambulances et de matériel de désincarcération.

- moyens de protection contre le risque de pollution :

L'exploitant a mis en place en cas d'intervention sur risque de pollution, une Unité Anti Pollution divisée en 2 groupes : le premier groupe agit sur le lieu de pollution à l'aide d'un Véhicule de Première Intervention et d'un 2^{ème} groupe intervenant au niveau du canal de Tancarville afin d'obturer la sortie des rejets émanant de l'usine.

L'inspection des installations classées a imposé par le biais de prescriptions édictées dans les arrêtés préfectoraux en vigueur au regard des thèmes définis ci-dessus, d'effectuer des exercices tous les semestres afin d'évaluer la réactivité du personnel.

4. INSTRUCTION ADMINISTRATIVE

4.1 Enquête publique

Par arrêté préfectoral en date du 13 mars 2012, une enquête publique a été prescrite sur le territoire de la commune de Sandouville. Celle-ci s'est déroulée du 23 avril au 23 mai 2012.

Les permanences se sont déroulées aux dates suivantes : 23 avril et les 3,10,14, 23 mai 2012.

Aucune observation n'est mentionnée sur le registre d'enquête publique.

L'information au public a été réalisée de façon légale par une publication dans les journaux "Le Havre Presse " et "Le Havre Libre" le 23 mars 2012.

Le commissaire enquêteur, après avoir pris connaissance du dossier, a visité l'établissement le 6 janvier 2012.

4.2 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport daté du 29 mai 2012, le commissaire enquêteur, M. Alain FEVRIER, a émis un avis **favorable** à la demande.

4.3 Avis des conseils municipaux

Par délibération en date du 21 mai 2012, le conseil municipal de la ville de Gonfreville l'Orcher a émis un **avis favorable**.

Par délibération en date du 11 mai 2012, le conseil municipal de la commune de Rogerville a émis un **avis favorable**.

Par délibération en date du 07 mai 2012, le conseil municipal de la commune de Sandouville a émis un **avis favorable**.

4.4 Avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) en date du 21 juin 2012

Par courrier en date du 27 juin 2012, la SNC RENAULT a fourni le compte rendu du CHSCT peinture. Le CHSCT a émis un avis « *motivé* » par 2 voix favorables et 2 abstentions. Les remarques formulées lors de cette présentation ayant trouvé les réponses à l'exception de l'aspect transport des VU produits sur le site, sur ce point l'inspection rappelle l'étude technico-économique demandée.

4.5 Avis des services administratifs

4.5.1 Agence Régionale de Santé de Haute-Normandie (ARS)

Par courrier en date du 15 février 2012, l'ARS a fait part des observations suivantes :

- Évaluation des risques sanitaires :

L'impact sanitaire est correctement pris en compte, en intégrant l'ensemble des émissions du site, et en particulier les composés organiques volatils.

- Qualité de l'air :

Le paragraphe dédié à la qualité de l'air s'attache à présenter des émissions atmosphériques du site en état actuel puis du projet..

Par contre, le dossier manque d'informations sur la qualité de l'air mesurée dans le secteur, et ne présente que les indices Atmo calculés pour Rouen, Evreux et Le Havre, ce qui ne s'avère pas très adapté au contexte.

- Nuisances sonores

Les données d'une étude réalisée fin 2010 sont présentées à titre initial. Le pétitionnaire affirme que le projet n'aura pas d'impact sur les niveaux sonores de l'établissement. Ceci pourra être vérifié à l'occasion des prochaines mesures réglementaires.

- Protection de la ressource en eau

L'ensemble des bords de traitement de surface, objet des modifications des installations, sera sur rétentions, ce qui exclut tout impact sur les eaux souterraines. Par ailleurs, les eaux industrielles et domestiques sont traitées par une station d'épuration avant rejet dans le canal de Franconville, tandis que les eaux pluviales transitent par des séparateurs à hydrocarbures avant leur rejet dans le canal de Tancarville.

D'autre part, l'ARS note que l'ensemble des enjeux sanitaires est correctement pris en compte.

4.5.2 Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime (DD SIS)

Par courrier en date du 28 mars 2012, la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours a informé que l'étude émise par la SNC Renault n'appelle aucune remarque particulière du fait que le nouveau projet n'est pas de nature à modifier les risques liés à l'activité actuelle.

4.5.3 Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Haute-Normandie (DIRECCTE)

Par courrier en date du 20 juin 2012, la DIRECCTE de Haute Normandie, a émis un avis favorable étant donné que les réserves du précédent avis ont été levées.

Ainsi, l'exploitant a pu démontrer que :

- la présence de Total fluides n'a pas d'impact sur le projet ;
- le zonage ATEX et l'évaluation des risques ont été réalisés ;
- la consigne sécurité a été corrigée et les exercices d'évacuation et de confinement réalisés.

4.5.4 Service Ressources (SRE) de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

Par courrier en date du 20 février 2012, le SRE de la DREAL n'a pas de remarque à apporter à ce dossier.

4.5.5 Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile (SIRACED-PC)

Par courrier en date du 03 avril 2012, le SIRACED-PC indique que sur le plan de la protection civile, cette demande n'appelle aucune observation particulière.

5. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'installation sera aménagée et exploitée conformément aux dispositions en vigueur et notamment :

- à l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- à l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

6. CONCLUSION

La demande présentée nous paraît répondre aux dispositions du Code de l'environnement considérant :

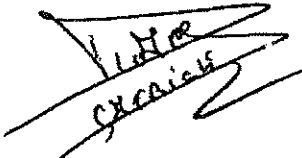
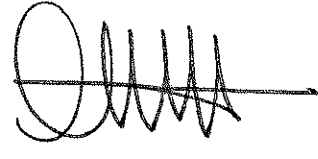
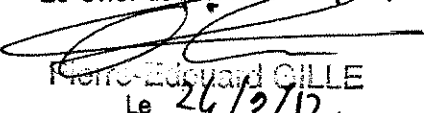
- que les installations seront aménagées et exploitées conformément aux dispositions en vigueur et aux arrêtés préfectoraux précédemment édictés ;
- que les dispositions proposées par l'exploitant et reprises dans le projet d'arrêté permettent de maîtriser les risques liés à l'établissement ;
- les remarques émises par les services administratifs et les propositions de l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement fait souvent référence aux arrêtés préfectoraux antérieurs dans le projet de prescriptions joint en annexe et en particulier sur le traitement des COV restant inchangé par rapport à l'état initial.

L'IIC émet un avis favorable à ce projet sous réserve du respect, par l'exploitant, des prescriptions du projet d'arrêté ci-joint.

En conséquence, nous proposons à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lui réserver une suite favorable .

Conformément à l'article R.512-25 du Code de l'environnement, le présent rapport doit être présenté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

RÉDACTEUR DU RAPPORT : L'inspecteur des installations classées  Jean-Patrick PIARD Le 20 septembre 2012	VÉRIFICATEUR : L'inspecteur des installations classées  Haïe-Laurie WOLF Le 24 septembre 2012	APPROBATEUR : Adopté et transmis à monsieur le Préfet de la Seine-Maritime pour le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie et par délégation, Le Chef du Service Risques,  Pierre-Edouard GILLE Le 24/9/12
---	---	--

Annexe : Plan de localisation du site

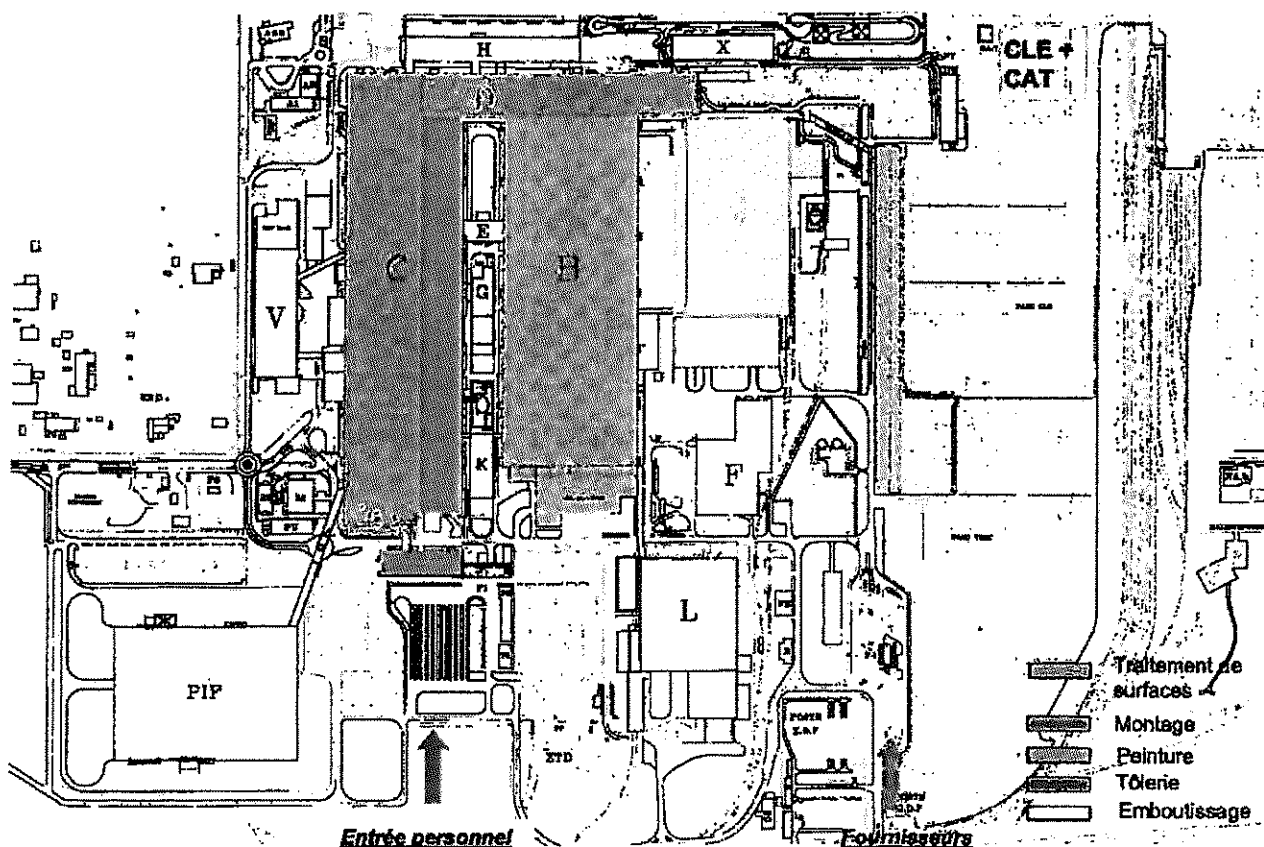
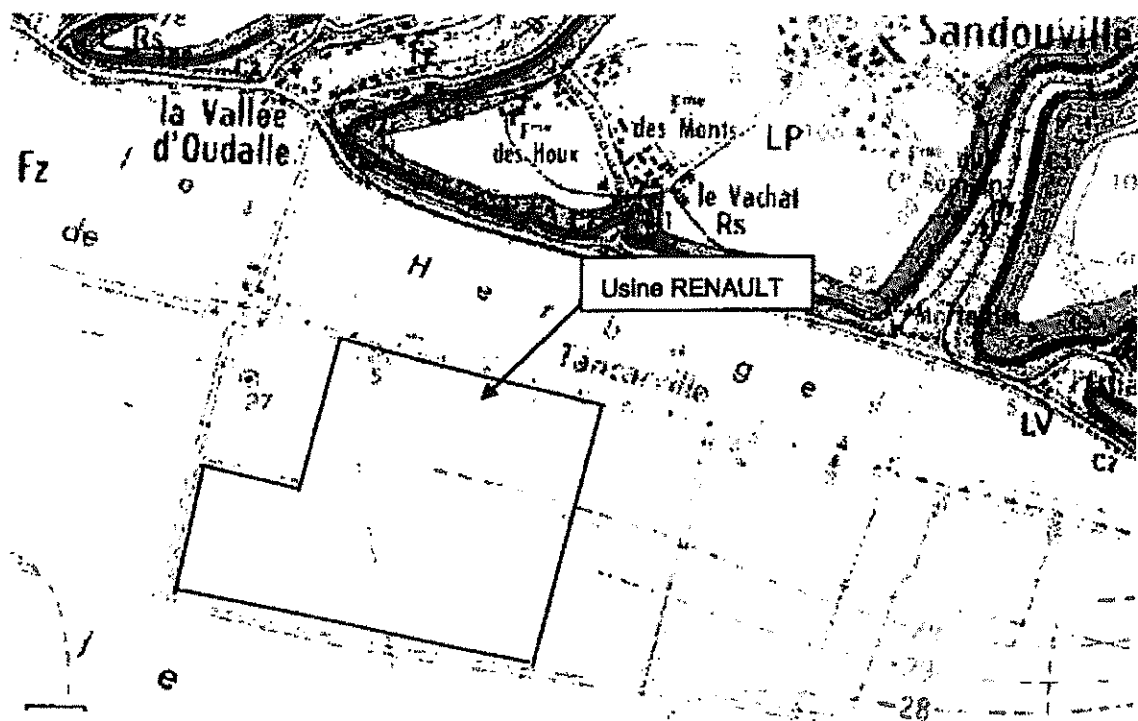


Figure 2 : Plan actuel des bâtiments



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Haute-Normandie**

Rouen, le

Affaire suivie par :

Tél :

Fax :

Méi. @developpement-durable.gouv.fr

LE PRÉFET

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE,

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME,

SNC RENAULT

SANDOUVILLE

(76290)

AUTORISATION

**Exploitation d'une nouvelle chaîne
de traitement de surface destinée
à la fabrication d'un Véhicule Utilitaire**

- ARRETE -

VU :

Le code de l'environnement et notamment son livre V,

L'arrêté n° 12-131 du 31 mai 2012 donnant délégation de signature à M. Thierry HEGAY, secrétaire général de la préfecture

La demande en date du 18 janvier 2012, par laquelle la Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT Sandouville dont le siège social se trouve 13-15 quai Le Gallo - 92100 Boulogne Billancourt, a transmis à monsieur le Préfet de Seine-Maritime, un dossier modificatif de demande d'autorisation d'exploiter (DAE) au titre de son activité de traitement de surface pour son usine de Sandouville,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'arrêté préfectoral du 13 mars 2012 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois, du 23 avril au 23 mai 2012 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Alain FEVRIER comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la commune de SANDOUVILLE, ainsi que dans le voisinage des installations projetées et dans les communes situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées,

Les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis du commissaire enquêteur en date du 29 mai 2012,

L'avis du chef du Service Ressources (SRE) de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 20 février 2012,

L'avis du directeur, chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile (SIRACED-PC) en date du 3 avril 2012,

L'avis du directeur départemental du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) en date du 28 mars 2012,

L'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 20 juin 2012,

L'avis du directeur de l'Agence Régionale de la Santé (ARS) en date du 15 février 2012,

L'avis du conseil municipal de la mairie de Sandouville en date du 07 mai 2012,

L'avis du conseil municipal de la mairie de Rogerville en date du 21 mai 2012,

L'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) en date du 21 juin 2012,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 septembre 2012,

La lettre de convocation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du

La délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 09 OCT. 2012.

La transmission du présent arrêté faite à l'exploitant le 21 septembre 2012.

CONSIDERANT :

Qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Que le projet de la SNC RENAULT vise à exploiter nouvelle chaîne de traitement de surface pour son usine de Sandouville ;

Que dans le cadre de l'évolution des activités de traitement de surface, le procédé conduit à une augmentation de capacité excédant 30 m³ considéré au sens de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2012 comme substantielle au regard de l'activité précédente ;

Qu'il convient en conséquence de compléter les arrêtés préfectoraux précédents en dates du 13 novembre 2005 et du 27 novembre 2008 ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article L. 512-3 du code de l'environnement.

ARRETE

Article 1^{er} :

La Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT Sandouville dont le siège social se trouve, 13-15 quai Le Gallo - 92100 Boulogne-Billancourt,), est autorisée à exploiter une chaîne de traitement de surface pour son usine de Sandouville.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) – parties législatives et réglementaires – du code du travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui sont fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 3 :

Une copie du présent arrêté doit être tenue au siège de l'établissement, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 4 :

Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

Article 5 :

L'établissement demeure d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, des services d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration juge nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 6 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'installation n'est pas exploitée pendant deux années consécutives dans les formes prévues à l'article R. 512-74 du code de l'environnement.

Article 7 :

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation, conformément à l'article R. 512-68 du code de l'environnement.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continu à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 9 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de la commune de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services incendie et secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis est inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet

PRESCRIPTIONS ANNEXÉES
A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
en date du

SNC RENAULT

à Sandouville

N° SIRET : 410 206 27000028

ARTICLE 1 :

Les tableaux joints à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 et à l'article 10 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 27 novembre 2008 sont remplacés comme suit :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Activités	Quantités autorisées	Régime
1131 - 2 - b	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. 2. substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t	Stockage de toxiques au bâtiment U	9.7 t	D
1132 - B - 2 - a	Toxiques présentant des risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée (fabrication industrielle, emploi ou stockage de substances et mélanges). B. – Emploi ou stockage 2. Substances et mélanges liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Stockage de toxiques principalement au bâtiment U	/	A
1432-2-a	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³	Stockage de liquides inflammables - llot citernes / Dilut (D) / Bat F	710 m³	A
1433-A-a	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de)	Installations de mélange à froid de	110 t	A

	<p>A. Installations de simple mélange à froid</p> <p>Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est :</p> <p>a) supérieure à 50 t</p>	liquides inflammables - Malaxeurs de dilution de peinture catégorie B (Bat O)		
1435-3	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</p> <p>Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant :</p> <p>3. Supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3 500 m³</p>	Installation de remplissage de liquides inflammables station service & montage	620 m ³	D
1611-1	<p>Acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais à moins de 70% , phosphorique à plus de 10%, sulfurique à plus de 25%, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. supérieure ou égale à 250 t.</p>	Emploi et stockage d'acide au bâtiment U	430 t	A
1715-2	<p>Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001.</p> <p>2. La valeur de Q est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10⁴</p>	Utilisation de sources radioactives scellées - Americium 241 – activité cumulée = 680,8 kBq	Q = 68,08	D
2560-1	Métaux et alliages (travail mécanique des)	Installations travaillant les métaux - Atelier d'emboutissage	10 000 kW	A

	La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieure à 500 kW	(tôlerie, maintenance, montage en D)		
2564-1	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques(1). Le volume des cuves de traitement étant : 1. supérieur à 1 500 l	Nettoyage, dégraissage de surface par des solvants : cuves peinture et embout	10 600 L	A
2565-2-a)	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) supérieur à 1500 l	Traitement de surfaces - Bains de dégraissage et phosphatation dont 736.000 litres utilisés pour le traitement des VU	1 050 m³	A
2910-A-1	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1. supérieure ou égale à 20 MW	Installations de combustion - chaufferie du bâtiment G (95 MW) - chaudières bat U	105 000 kW	A
2921-2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 2. Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	Tours aéro-réfrigérantes des bâtiments B, J et U	10 920 kW	D
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d')	Ateliers de charge d'accumulateurs -	4 450 kW	D

	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	batteries d'engins de manutention		
2921-2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 2. Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	Tours aéro-réfrigérantes des bâtiments B, J et U	10 920 kW	D
2940-2	2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : a) supérieure à 100 kg/j	Application de peinture - bases	26 000 kg/j	A

Tableau : Liste des rubriques de la nomenclature des installations classées
(A : autorisation, D : déclaration, DC : déclaration et contrôle)

ARTICLE 2 :

Les dispositions, de l'article B5 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 : Prescriptions particulières applicables à la zone de transfert des déchets (ZTD), et de l'article B 11 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 : Prescriptions particulières applicables aux zones de récupérations des métaux sont abrogées liées à la suppression de ces activités.

ARTICLE 3 :

L'exploitant est tenu de réaliser, sous 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude technico-économique afin de réduire le trafic par voie routière.

ARTICLE 4 :

L'exploitant doit réaliser une étude des niveaux sonores émises par l'exploitation avant la fin décembre 2013.

ARTICLE 5 :

Les dispositions de l'annexe C de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 et article 4 de l'article 10 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 27 novembre 2008 sont remplacées par :

Référence	Dénomination usuelle	Process actuel Incl-néré	Futur process Incl-néré	Emplacement	Type
Incinérateur étuve cuisson des vernis (chaînes 1 et 2)	OTR	Laques et vernis ligne VP monoflux	Mastics et apprêts (étuve apprêt) VU + Laques et vernis VP monoflux et VU	Bâtiment G	Régénératif
Incinérateur mastics n°1	Haden droit	à l'arrêt	à l'arrêt	Bâtiment C mastics (Ch1, droite)	Récupératif
Incinérateur mastics n°2	Haden gauche	à l'arrêt	à l'arrêt	Bâtiment C mastics (Ch1, gauche)	Récupératif
Incinérateur mastics n°3	ABB gauche	Mastics ligne VP monoflux	Mastics ligne VP puis arrêt	Bâtiment C mastics (Ch2, gauche)	Récupératif
Incinérateur mastics n°4	ABB droit	Mastics ligne VP monoflux	Mastics ligne VP puis arrêt	Bâtiment C mastics (Ch2, centre)	Récupératif
Incinérateur mastics n°5	Eisenmann	Mastics ligne VP monoflux	Mastics ligne VP puis arrêt	Bâtiment C mastics (Ch2, droite)	Récupératif
Incinérateur cataphorèse n°1	Alstom 1	Etuve cata-phorèse 3/4	à l'arrêt	Bâtiment U étuve cataphorèse	Récupératif
Incinérateur cataphorèse n°2	Alstom 2	Etuve cata-phorèse 3/4	à l'arrêt	Bâtiment U étuve cataphorèse	Récupératif
Incinérateur cataphorèse n°3	Alstom 3 (1/4)	à l'arrêt	à l'arrêt	Bâtiment U étuve cataphorèse	Récupératif
Nouvel Incinérateur cataphorèse	H1	(non existant)	Etuve cataphorèse H1	Bâtiment U étuve cataphorèse	Récupératif

Les incinérateurs ABB droite et gauche, repérés « incinérateur mastics 3 » et « incinérateur mastics 4 » fonctionnent à une température inférieure à la prescription de l'arrêt d'exploitation (645°C au lieu de 690°C)

Ces incinérateurs sont arrêtés dès le début de la production du véhicule utilitaire.

Les incinérateurs cataphorèse 1, 2 et 3 sont utilisés jusqu'au 31 décembre 2012. Ceux-ci sont remplacés par des nouveaux incinérateurs. Ces derniers seront arrêtés avec le début de la production du véhicule utilitaire.

A l'échéance de 2015, la production maximale de VU sera de 150.000 véhicules/ an, soit une quantité de COV rejetée de 950 Van.

ARTICLE 6 :

Les dispositions de l'annexe E de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 sont complétées ou remplacées par :

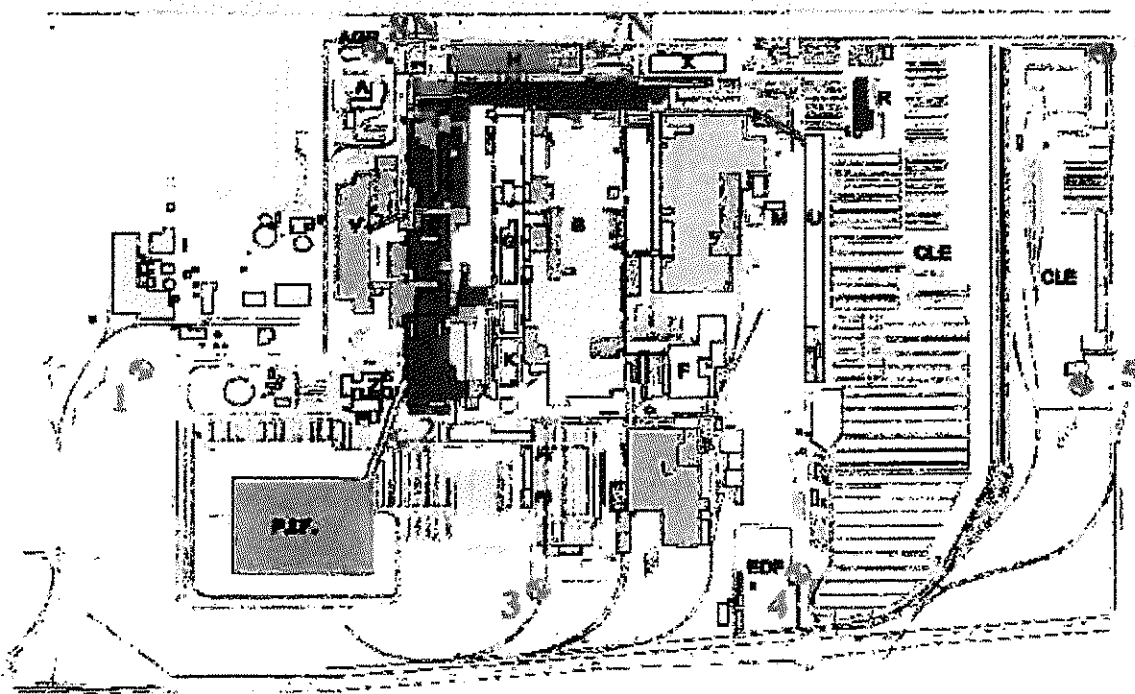
ZONES A EMERGENCE REGLEMENTEE

Les points de mesures sont les suivants :

Point de mesure	Situation
1	Côté Ouest du site
2	A proximité du bâtiment PIF
3	Au Sud du site
4	A proximité du poste EDF
5	Côté Est du site
6	Côté Nord-Est du site
7N	A proximité de la piste d'essai
8N	Côté Nord-Ouest du site

Localisation des points de mesures

CANAL DE TANCARVILLE



	Barre
	Panneau
U	Tr. Cais
	Alésage
	Emboîtement
	Logement
	Plancher
	Autres
A	Éclairage
	Chemin
	Échelle

ARTICLE 7 :

L'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 est complété par :

GENERALITES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à assurer la meilleure efficacité énergétique, et notamment par la mise en œuvre de technologies contribuant aux économies d'énergie et à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

EFFICACITE ENERGETIQUE

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations. A ce titre, une analyse des consommations mensuelles par poste énergétique : électricité, gaz naturel, fuel domestique... est réalisée. La consommation est ensuite rapportée à une unité représentative de l'activité de l'établissement, et fait l'objet d'un bilan annuel. Un plan d'actions de réduction est élaboré en fonction des potentialités d'optimisation.

L'exploitant fait réaliser tous les cinq ans par une personne compétente un examen de ses installations et de leur mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin d'en accroître l'efficacité énergétique. Cet examen doit, entre autres, porter sur l'isolation thermique, le chauffage, la réfrigération, la ventilation, l'éclairage et la production des utilités : eau chaude, vapeur, air comprimé... Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Le premier examen devra intervenir au plus dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

Afin de diminuer les consommations énergétiques, l'exploitant devra :

- isoler les parois des bains de surface afin de limiter les pertes de chaleur ;
- contrôler la température et la conductivité des bains de surfaces en mettant en place des détecteurs et des systèmes d'alarme réglés à 52° C asservis à l'arrêt automatique du chauffage des bains en cas de dépassement de la température (60°C) ;
- baisser la température des cabines d'application d'apprêt ;
- automatiser les démarrages et arrêts des chaînes ;
- utiliser des incinérateurs récupératifs.

ARTICLE 8 :

L'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 est complété par :

GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées, 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un dossier établissant :

- le mode de calcul des garanties financières correspondant à ses activités et à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières ;
- le montant de ces garanties financières ;
- les modalités de révision de ces garanties financières ;
- les modalités de constitution de ces garanties financières ;

Le montant correspondant aux garanties financières des rubriques ICPE est constitué selon les modalités de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.